

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 3682

[C - 2005/09994]

12 DECEMBRE 2005. — Arrêté royal fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 98 de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration des établissements pénitentiaires ainsi que le statut juridique des détenus et réglant la composition, les compétences et le fonctionnement du Conseil pénitentiaire de la santé

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration des établissements pénitentiaires et le statut juridique des détenus, notamment l'article 98;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 mars 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 23 mai 2005;

Vu l'avis 38.796/2/V du Conseil d'Etat, donné le 11 août 2005, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *La composition*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le Conseil pénitentiaire de la santé ci-après dénommé « le Conseil », visé à l'article 98 de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration des établissements pénitentiaires et le statut juridique des détenus se compose de :

1° trois médecins généralistes dont un médecin chef ou un médecin chef adjoint;

2° trois psychiatres dont un attaché à un établissement ou département de défense sociale;

3° deux médecins spécialistes;

4° deux médecins attachés à un centre médical pénitentiaire;

5° deux dentistes;

6° deux infirmiers.

Pour chaque membre effectif, un membre suppléant de la même qualité est nommé.

Le Conseil compte autant de membres néerlandophones que de membres francophones.

§ 2. Les membres effectifs et les membres suppléants sont nommés par le Ministre de la Justice sur base d'une liste comportant à chaque fois au moins trois candidats proposés par le Conseil. Les membres démissionnaires ne participent pas au scrutin relatif à la proposition de membres.

Le Ministre désigne parmi les membres effectifs un président et un vice-président appartenant à des rôles linguistiques différents.

§ 3. Les membres sont nommés pour un délai de quatre ans et leur mandat ne peut être renouvelé plus d'une fois.

En cas de décès, de démission ou si un membre ne répond plus aux conditions de nomination, le mandat est achevé par le membre suppléant, dont le remplacement sera prévu.

Art. 2. Peuvent assister aux activités du Conseil en qualité d'observateur avec voix consultative :

1° le directeur général de l'administration pénitentiaire;

2° le médecin chef du service de santé à l'administration pénitentiaire;

3° le médecin responsable des soins de santé psychiatriques à l'administration pénitentiaire;

4° le représentant du Ministre de la Justice au sein du Comité consultatif de bioéthique;

5° le fonctionnaire du Service public fédéral Justice ayant qualité d'observateur auprès de la Commission fédérale « Droits du patient »;

6° un fonctionnaire du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, désigné par le Ministre de la Santé publique;

7° un représentant du conseil national de l'Ordre des médecins.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 3682

[C - 2005/0994]

12 DECEMBER 2005. — Koninklijk besluit tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van artikel 98 van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van gedetineerden en tot regeling van de samenstelling, de bevoegdheden en de werking van de Penitentiaire Gezondheidsraad

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, inzonderheid op artikel 98;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 maart 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 23 mei 2005;

Gelet op het advies 38.796/2/V van de Raad van State gegeven op 11 augustus 2005 bij toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *De samenstelling*

Artikel 1. § 1. De Penitentiaire Gezondheidsraad hierna « Raad » genoemd, bedoeld in artikel 98 van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, is samengesteld uit :

1° drie algemene geneesheren waarvan één hoofdgeneesheer of één adjunct-hoofdgeneesheer;

2° drie psychiaters waarvan één psychiater verbonden aan een inrichting of afdeling tot bescherming van de maatschappij;

3° twee geneesheren specialist;

4° twee geneesheren verbonden aan een penitentiair medische centrum;

5° twee tandartsen;

6° twee verpleegkundigen.

Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervangend lid van dezelfde hoedanigheid benoemd.

De Raad telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

§ 2. De werkende en de plaatsvervangende leden worden door de Minister van Justitie benoemd uit een lijst van telkens minstens drie kandidaten voorgedragen door de Raad. Uittredende leden nemen niet deel aan de stemming met betrekking tot de voordracht van leden.

De Minister duidt uit de werkende leden een voorzitter en een ondervoorzitter aan die tot een verschillende taalrol behoren.

§ 3. De leden worden benoemd voor een termijn van vier jaar en het mandaat is maximaal eenmaal hernieuwbaar.

Bij overlijden, bij ontslag of indien een lid niet langer aan de benoemingsvoorwaarden voldoet wordt het mandaat voleindigd door het plaatsvervangend lid in wiens vervanging wordt voorzien.

Art. 2. De werkzaamheden van de Raad kunnen in de hoedanigheid van waarnemer met raadgevende stem worden bijgewoond door :

1° de directeur-generaal van de penitentiaire administratie;

2° de arts hoofd van de dienst voor gezondheidszorg bij de penitentiaire administratie;

3° de arts verantwoordelijk voor de psychiatische gezondheidszorg bij de penitentiaire administratie;

4° de vertegenwoordiger van de Minister van Justitie bij het Raadgevend Comité voor bio-ethiek;

5° de ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Justitie met de hoedanigheid van waarnemer bij de Federale Commissie « Rechten van de Patiënt »;

6° een ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu aangeduid door de Minister van Volksgezondheid;

7° een afgevaardigde van de nationale raad van de Orde van geneesheren.

CHAPITRE II. — *Les compétences*

Art. 3. § 1^{er}. Le Conseil donne un avis sur toute question soumise par le Ministre de la Justice concernant les soins de santé dans les prisons.

§ 2. Il peut donner de sa propre initiative un avis sur :

1° la réglementation en matière d'organisation et de coordination de l'activité médicale;

2° l'instauration, la modification ou la suppression d'activités médicales;

3° la qualité des soins de santé;

4° des initiatives visant à promouvoir la collaboration entre dispensateurs de soins ainsi qu'avec les autorités pénitentiaires et judiciaires;

5° des questions générales d'éthique et de déontologie;

6° des demandes d'études médico-scientifiques en tenant compte des principes éthiques et des possibilités au sein des prisons.

§ 3. Les avis du Conseil n'ont aucun caractère contraignant ni suspensif.

CHAPITRE III. — *Le fonctionnement*

Art. 4. Le Conseil se réunit au moins trois fois par an, sur convocation de son président. Le président réunit également le Conseil à la demande du Ministre ou d'au moins quatre de ses membres. Le Conseil ne peut se réunir valablement que si au moins la moitié des membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

Le Ministre peut assister à la réunion. Dans ce cas, il préside la réunion.

Art. 5. Le Conseil rend ses avis par écrit au plus tard six mois après réception de la demande du Ministre, à moins que ce dernier ne précise un délai plus court.

Art. 6. Le pouvoir organisateur et les observateurs du Service public fédéral Justice fournissent au Conseil les informations utiles à l'exercice de sa mission. Le Conseil peut également entendre des experts.

Art. 7. Le Conseil est assisté d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant désignés par le président du Service public fédéral Justice parmi ses agents.

Art. 8. Les membres et les experts ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours accordés aux membres du personnel des ministères. Les membres et les experts qui ne sont pas fonctionnaires sont assimilés à des membres du personnel de la classe A4 et reçoivent également un jeton de présence égal au montant des honoraires payés aux médecins généralistes attachés aux prisons.

Art. 9. Le Conseil établit un règlement intérieur approuvé par le Ministre de la Justice.

CHAPITRE IV. — *Disposition transitoire*

Art. 10. Pour la première composition le Ministre fera appel aux candidats et nommera la moitié des membres effectifs et leurs suppléants pour une période de six ans, l'autre moitié pour une période de quatre ans.

Art. 11. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2006 :

1° l'article 98 de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration des établissements pénitentiaires ainsi que le statut juridique des détenus;

2° le présent arrêté.

Art. 12. Notre Ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

HOOFDSTUK II. — *De bevoegdheden.*

Art. 3. § 1. De Raad verleent advies over elke aangelegenheid betreffende de gezondheidszorg in de gevangnissen die hem door de Minister van Justitie wordt voorgelegd.

§ 2. Hij kan op eigen initiatief advies verlenen over:

1° regelgeving inzake organisatie en coördinatie van de medische activiteit;

2° instelling, wijziging of opheffing van medische activiteiten;

3° kwaliteit van de gezondheidszorg;

4° initiatieven ter bevordering van de samenwerking onder de zorgverstrekkers en met penitentiaire en gerechtelijke overheden;

5° algemene ethische en deontologische aangelegenheden;

6° aanvragen voor medisch-wetenschappelijk onderzoek met inachtneming van de ethische principes en van de mogelijkheden binnen de gevangnissen.

§ 3. De adviezen van de Raad hebben geen bindend, noch opschorrend karakter.

HOOFDSTUK III. — *De werking*

Art. 4. De Raad vergadert op uitnodiging van zijn voorzitter minstens driemaal per jaar. De voorzitter roept de Raad tevens bijeen op verzoek van de Minister of van minstens vier van zijn leden. De Raad kan slechts geldig vergaderen indien minstens de helft van de leden aanwezig is. Beslissingen worden genomen bij meerderheid van de aanwezige leden.

De Minister kan de vergadering bijwonen. In dit geval zit hij de vergadering voor.

Art. 5. De Raad verleent zijn adviezen schriftelijk en uiterlijk zes maand na ontvangst van het verzoek van de Minister tenzij die een kortere termijn bepaalt.

Art. 6. De organiserende overheid en de waarnemers van de Federale Overheidsdienst Justitie verstrekken aan de Raad de informatie dienstig voor de uitoefening van zijn opdracht. De Raad kan tevens deskundigen horen.

Art. 7. De Raad wordt bijgestaan door een secretaris en een plaatsvervangend secretaris aangeduid door de voorzitter van de Federale Overheidsdienst Justitie onder diens ambtenaren.

Art. 8. De leden en deskundigen hebben recht op terugbetaling van hun reiskosten overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten toegekend aan de personeelsleden der ministeries. De leden en deskundigen die geen ambtenaar zijn worden daarbij gelijkgesteld met personeelsleden van klasse A4 en ontvangen tevens een presentiegeld gelijk aan het bedrag van het honorarium betaald aan de artsen algemene geneeskunde verbonden aan de gevangnissen.

Art. 9. De Raad stelt een huishoudelijk reglement op dat wordt goedgekeurd door de Minister van Justitie.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepaling*

Art. 10. Voor de eerste samenstelling zal de Minister een oproep doen tot kandidaten en de helft van de werkende leden en hun plaatsvervangers benoemen voor een termijn van zes jaar, de andere helft voor een termijn van vier jaar.

Art. 11. Op 1 januari 2006 treden in werking :

1° artikel 98 van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden;

2° dit besluit

Art. 12. Onze Minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 12 december 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX